

Le principal banquier central de Poutine accusé de complicité de crimes de guerre dans un dossier historique à la CPI

La coalition allègue que les banquiers centraux, le ministre des Finances et les dirigeants du secteur bancaire russes sont complices de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre dans l'Oblast occupé de Kherson.

16 juillet 2025 – [LexCollective](#), avec le soutien de [B4Ukraine](#) et de l'[Ukrainian Legal Advisory Group](#) (ULAG), a déposé hier une Communication historique au titre de l'article 15 auprès du Bureau du Procureur (BdP) de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye, mettant en évidence le rôle présumé de hauts responsables de la Banque centrale de Russie, du ministère des Finances, des banques contrôlées par la Russie et de l'administration d'occupation de Kherson dans des crimes d'atrocités systématiques contre des civils ukrainiens dans l'Oblast occupé de Kherson.

Une action en justice sans précédent contre les facilitateurs financiers

La Communication constitue le premier dossier juridique complet visant spécifiquement l'architecture financière de l'occupation illégale de la Russie. Elle allègue que le gouverneur et le gouverneur adjoint de la Banque centrale de Russie, le ministre russe des Finances, le chef de l'administration militaro-civile de Kherson installée par la Russie et les dirigeants de banques contrôlées par la Russie sont complices du crime contre l'humanité de persécution et de crimes de guerre, notamment du fait d'avoir délibérément causé de grandes souffrances à des civils ukrainiens, d'avoir pillé et accaparé des biens, et d'avoir forcé à participer à des opérations militaires.

Campagne systématique de « russification »

À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, les autorités russes ont lancé une campagne agressive de « russification » visant à effacer l'identité nationale, politique et culturelle ukrainienne dans les territoires occupés. La Communication montre comment la Russie a utilisé les systèmes économiques et financiers comme une arme et a conditionné l'accès aux services essentiels – soins médicaux, services d'urgence, services bancaires et éducation – à l'obtention de passeports russes et à l'allégeance à la Russie.

Les civils ukrainiens qui refusaient ont fait l'objet de graves représailles, notamment des expulsions, des détentions arbitraires, des emprisonnements, de la torture, de la confiscation de

biens, des déplacements forcés et d'autres violences physiques et psychologiques. Cette campagne systématique de persécution visait explicitement les Ukrainiens pour leur refus d'abandonner leur identité ukrainienne.

La « rublisation » comme guerre économique

Au cœur de la stratégie de la Russie se trouvait la mise en œuvre de politiques économiques et financières coercitives, comme la « rublisation ». Les autorités d'occupation russes ont délibérément dévalué et interdit la circulation de la hryvnia ukrainienne – un symbole de la souveraineté nationale – en la remplaçant de force par le rouble russe. Les habitants de Kherson ont été contraints de s'inscrire au système fiscal russe et d'ouvrir des comptes dans des banques désignées contrôlées par la Russie pour accéder aux salaires, aux pensions ou à l'emploi.

Par ces mesures, la Russie a dominé tous les aspects de la vie quotidienne des civils ukrainiens tout en les obligeant à contribuer financièrement à la guerre contre leur propre pays. Les succursales bancaires ukrainiennes ont été systématiquement appropriées, saisies et remplacées par des banques contrôlées par la Russie et agréées par la Banque centrale de Russie. Ces banques ont commencé leurs activités dans l'Oblast de Kherson occupé peu après l'invasion russe.

Réponse de la Coalition

« Cette Communication expose comment la Russie a transformé le système bancaire en un instrument d'occupation illégale », a déclaré **Nadia Volkova, fondatrice et directrice d'ULAG**. « En militarisant les services financiers, la Russie et ses facilitateurs ont violé les principes fondamentaux du droit international humanitaire et ont commis une pléthore de crimes internationaux, tels que la persécution, la détention illégale et la torture, l'expulsion, etc., tout en causant d'immenses souffrances aux civils ukrainiens de l'Oblast de Kherson qui cherchaient simplement à préserver leurs moyens de subsistance et leur identité. »

Kristin Rosella, codirectrice exécutive de LexCollective, a souligné les implications plus larges : « Ce cas démontre comment les conflits armés modernes s'étendent au-delà des champs de bataille traditionnels dans les sphères économiques et financières. La nature systématique des atrocités commises par la Russie, orchestrées aux plus hauts niveaux de l'autorité financière et politique russe, exige que des comptes soient rendus. »

Nezir Sinani, directeur exécutif de B4Ukraine, a souligné l'urgence de l'affaire : les crimes internationaux ne se produisent pas dans le vide, mais sont plutôt facilités par un vaste réseau d'acteurs. L'impunité persistante des banquiers centraux russes et d'autres dirigeants bancaires permet l'expansion de la persécution et des crimes de guerre.

Prochaines étapes

La communication fournit des preuves détaillées et crédibles de la manière dont les autorités financières, les forces d'occupation et les dirigeants bancaires russes jouent un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de persécution de la Russie dans l'Oblast occupé de Kherson. En documentant la campagne agressive de russification de la Russie et les mesures économiques et financières coercitives, la Communication établit une base raisonnable pour que le BdP de la CPI poursuive son enquête sur les crimes internationaux présumés. L'affaire s'appuie sur l'enquête en cours du BdP sur la situation en Ukraine et pourrait donner lieu à des accusations formelles contre les personnes identifiées.

Organisations dépositaire et de soutien

LexCollective est un réseau mondial d'esprits juridiques qui utilisent des outils juridiques novateurs et des stratégies collaboratives pour s'attaquer aux problèmes interconnectés des droits humains auxquels sont confrontées les communautés du monde entier. Par le biais de ses initiatives l'Alliance, l'Académie et le Laboratoire, LexCollective fait le lien entre l'accès à la justice en mettant les communautés en contact avec des experts, en encadrant des avocats et en élaborant des solutions juridiques.

B4Ukraine est une coalition mondiale d'organisations de la société civile animée par un objectif commun : bloquer l'accès aux ressources économiques à l'origine de l'agression russe. Il vise à rétablir la paix et la sécurité en Ukraine en demandant aux entreprises responsables de respecter les droits de l'homme en paroles et en actes et de quitter la Russie pour cesser de financer la guerre en Ukraine.

Ukrainian Legal Advisory Group (ULAG) est une ONG ukrainienne composée d'avocats, d'analystes et de défenseurs qui se concentre sur la justice liée aux conflits et la protection des droits de l'homme. L'ONG apporte des litiges stratégiques dans des juridictions nationales, étrangères et internationales, mène des analyses juridiques, des plaidoyers et des formations, et documente les crimes internationaux. Grâce à ces activités, ULAG aide les victimes et les survivants de crimes graves en Ukraine et dans le monde à rétablir leurs droits et à amener les auteurs présumés à rendre des comptes.

En outre, la Coalition a été soutenue par des partenaires de recherche et d'enquête :

KSE Institute est un centre analytique de Kyiv School of Economics. Il est spécialisé dans l'analyse, le conseil et la recherche, et élabore des stratégies et des recommandations pour soutenir une économie ukrainienne forte et innovante. L'institut KSE est un groupe de réflexion de premier plan en Europe centrale et orientale qui travaille dans le domaine des sanctions et de la géoéconomie. L'institut est également activement impliqué dans l'évaluation des dommages causés

par la guerre d'agression russe et contribue aux efforts visant à obtenir des réparations de guerre et un financement pour la reconstruction et le redressement de l'Ukraine.

FIND est une organisation britannique à but non lucratif qui enquête sur les acteurs, les technologies et les systèmes qui permettent et profitent des violations des droits de l'homme, des crimes internationaux et des atteintes à l'environnement. L'organisation utilise des compétences d'investigation et des outils de recherche très pointus pour mettre des informations essentielles à la disposition des communautés qui luttent pour obtenir justice. Son travail alimente les procédures judiciaires, les actions réglementaires, les rapports d'enquête et les campagnes de sensibilisation.

Contact médias : Dennis Svyrydenkov, contact@b4ukraine.org

Lire le résumé complet de la communication au titre de l'article 15 et Q&R :
<https://www.lexcollective.com/icc-art-15-2025>